

COMITE CENTRAL DU
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

LES RAISONS DU
SOUTIEN COMMUNISTE
A
FRANÇOIS MITTERRAND



- **Rapport de Waldeck ROCHET**
Secrétaire général du Parti
- **Résolution**

D R A N C Y

23 septembre 1965

Supplément à « l'Humanité-Dimanche » du 26 septembre 1965
N° 892 — Nouvelle série N° 30

Sommaire

PAGES

RAPPORT DE WALDECK ROCHET	5
● Les leçons de l'échec de la fédération SFIO-MRP	5
● L'évolution de la situation et la candidature de François Mitterrand	6
● Une candidature d'union de toute la gauche	7
● Les options fondamentales de François Mitterrand	9
● Les questions posées par notre Parti	10
● La réponse de François Mitterrand	10
● A propos des institutions et des libertés	11
● Dans le domaine économique et social	12
● Politique extérieure	13
● Notre position sur la question du Pacte atlantique n'a pas varié	14
● L'Europe et le Marché commun	15

● Propositions acceptables pour un candidat d'union de toute la gauche	17
● Continuons à défendre notre programme pour une démocratie véritable	18
● Ne pas faire le jeu du pouvoir et de la réaction	20
● Favoriser l'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques	21
● Notre ligne unitaire constante	22
● Rassembler des millions de voix	24
● Ce qui est décisif le mouvement des masses	24
RESOLUTION	27



RAPPORT DE WALDECK ROCHET

Camarades,

JE rappelle que notre dernière session du Comité Central consacrée à la préparation de l'élection présidentielle s'est tenue à Arcueil les 29 et 30 juin dernier.

Avant de nous séparer, nous avons convenu de nous réunir à nouveau au cas où le Parti aurait à prendre une décision politique concernant notre participation à l'élection présidentielle.

Evidemment, notre Comité Central ne s'était pas séparé sans avoir fixé clairement la ligne à suivre dans cette question.

C'était au lendemain de l'échec de la Fédération SFIO-MRP et du retrait de la candidature de Defferre.

LES LEÇONS DE L'ECHEC DE LA FEDERATION S.F.I.O.-M.R.P.

La résolution adoptée par le Comité Central tirait les leçons de l'événement en ces termes :

« L'échec du projet de Fédération SFIO-MRP et le retrait de la candidature de Defferre lèvent une hypothèque et créent une situation nouvelle. Il est souhaitable que le Parti socialiste en tire les leçons, renonce à toute autre forme d'alliance avec les partis de droite et cherche, au contraire, avec toutes les forces démocratiques, en premier lieu le Parti communiste, les moyens de battre le pouvoir gaulliste et d'appliquer ensemble un programme démocratique commun. »

Aussi, en conclusion de ses travaux, notre Comité Central, unanime, souhaitait vivement que se réalise une entente loyale entre tous les partis de gauche et organisations démocratiques sur la base d'un programme commun et autour d'un candidat d'union des forces démocratiques.

Au lendemain du Conseil National du Parti socialiste, qui s'est tenu en juillet dernier, nous avons adressé à nouveau une lettre au Parti socialiste.

Nous regrettons que nos propositions d'union sur la base d'un programme délibéré en commun — propositions adressées à maintes reprises aux partis et organisations démocratiques — n'aient pas été agréées par le Parti socialiste.

Nous pensons toujours que cette union de tous les partis et organisations démocratiques, et d'abord entre le Parti communiste et le Parti socialiste, autour d'un programme commun destiné à être appliqué ensemble, est nécessaire afin de créer dans le pays une force démocratique assez puissante pour mettre fin au régime de pouvoir personnel et promouvoir l'avènement d'un gouvernement d'union démocratique résolu à appliquer une politique de progrès social et de paix.

L'EVOLUTION DE LA SITUATION ET LA CANDIDATURE DE FRANÇOIS MITTERRAND

Cependant, depuis la rentrée des vacances, en particulier au cours des deux dernières semaines, la situation politique a évolué.

On a pu constater qu'à la suite de l'échec du projet de fédération S.F.I.O.-M.R.P. et du retrait de la candidature de Defferre, il s'était réellement créé une situation nouvelle permettant, enfin, d'envisager comme possible une entente sans exclusive des partis de gauche et organisations démocratiques pour l'élection présidentielle.

Dans la deuxième semaine de septembre, une candidature de gauche s'est affirmée : celle de François Mitterrand, président de l'U.D.S.R.

Dans le souci de parvenir à une candidature d'union de toute la gauche, avant de se prononcer sur tel ou tel candidat, notre Parti communiste s'est préoccupé de savoir quelle est la candidature qui est susceptible d'être soutenue par l'ensemble des partis de gauche.

A cet égard, il faut préciser que la solution dépendait avant

tout de l'attitude du Parti socialiste car, nous, communistes, nous avons toujours été pour l'union de toute la gauche.

Or il s'est avéré très rapidement que le Parti socialiste optait pour la candidature de François Mitterrand et non pour celle de Daniel Mayer, qui avait été également avancée.

En effet, le Comité Directeur de la S.F.I.O., dans sa réunion du 16 septembre dernier, approuvait la candidature de François Mitterrand en ces termes :

« En ce qui concerne les élections présidentielles, le Comité Directeur, convaincu de l'urgente nécessité pour la gauche démocratique et socialiste de participer immédiatement et utilement à la campagne, constate que la candidature de François Mitterrand répond à cette préoccupation, se félicite de la concordance entre les grandes options politiques de François Mitterrand et celles de la S.F.I.O., lui apporte en conséquence son complet soutien. »

Mais à partir du moment où le Parti socialiste se prononçait pour la candidature de François Mitterrand, la question qui s'est posée et qui se pose à notre Parti et aux formations démocratiques, c'est celle de savoir si la candidature de François Mitterrand est susceptible de devenir la candidature d'union de toute la gauche.

Sans plus attendre, je veux dire au Comité Central que — compte tenu des garanties que notre Parti a obtenues — le Bureau Politique pense qu'en recevant l'appui du Parti communiste, la candidature Mitterrand peut devenir la candidature d'union de tous les partis de gauche et organisations démocratiques.

Mais comme il s'agit d'une proposition qui mérite vraiment discussion, avant de céder la parole aux membres du Comité Central, je veux exposer les raisons qui ont amené le Bureau Politique à avancer, aujourd'hui, une telle proposition.

UNE CANDIDATURE D'UNION DE TOUTE LA GAUCHE

Tout d'abord, afin d'apprécier si la candidature de François Mitterrand peut devenir, dans les circonstances actuelles, celle de toute la gauche, il faut en premier lieu tenir compte des trois conditions suivantes :

1° De l'appartenance et de la position politiques du candidat.

2° Des forces politiques, c'est-à-dire des partis et organisations démocratiques sur lesquels il entend s'appuyer.

3° Et surtout du programme ou des options qu'il se propose de défendre comme candidat à la présidence de la République.

Sur le premier point, on sait que François Mitterrand appartient à « l'Union démocratique, socialiste et républicaine », qu'il a donné son adhésion à la « Fédération démocratique et socialiste » qui s'est récemment constituée et qu'il est un des dirigeants du groupe du Rassemblement Démocratique à l'Assemblée nationale.

François Mitterrand est un homme de gauche, mais bien entendu il n'est pas communiste et sur de nombreux points il a des conceptions qui diffèrent de celles de notre Parti.

Mais nous ne pouvons ignorer que le candidat d'union démocratique pour l'élection présidentielle peut difficilement être, dans les circonstances actuelles, un communiste, car les autres partis ne donneraient pas leur accord.

Le candidat d'union de la gauche ne peut donc être qu'un démocrate de gauche dont les conceptions diffèrent forcément des nôtres sur bien des questions.

Cela signifie que le problème véritable, essentiel, ne réside pas dans le fait que les conceptions politiques de Mitterrand diffèrent des nôtres, mais il est de savoir, d'une part, si Mitterrand est un véritable opposant au régime de pouvoir personnel, et d'autre part, s'il est résolu à défendre un certain nombre d'objectifs démocratiques communs à tous les partis de gauche et organisations démocratiques, sans exclusive.

Quelles que soient les remarques qui peuvent être faites sur la personnalité de François Mitterrand, il est incontestablement un opposant résolu au régime de pouvoir personnel.

Dès l'avènement du pouvoir gaulliste, en juin 1958, il a pris une position nette et, au référendum de septembre 1958, il a, comme les communistes, voté **NON** à la Constitution gaulliste, alors que de nombreux hommes de gauche appelaient à voter **OUI**.

Et, depuis, il a continué à affirmer son opposition au régime de pouvoir personnel et pour l'établissement d'un régime démocratique.

Sur le deuxième point, c'est-à-dire les partis et les organisa-

tions sur lesquels Mitterrand entend s'appuyer, la question que nous avons posée à ce dernier, dans notre lettre, était extrêmement nette :

« Nous voulons connaître, écrivions-nous, si vous entendez vous appuyer sur l'ensemble des partis de gauche et organisations démocratiques sans exclusive. »

La réponse qu'il a donnée dans sa conférence de presse est, à cet égard, claire et positive : il fait appel à tous les partis et organisations démocratiques, sans exclusive, y compris par conséquent au Parti Communiste.

LES OPTIONS FONDAMENTALES DE FRANÇOIS MITTERRAND

Sur le troisième point : les options fondamentales ou le programme que se propose de défendre Mitterrand comme candidat d'union à la présidence, si nous voulons être fixés, nous devons nous reporter à la déclaration qu'il a faite lorsqu'il a annoncé sa candidature et, surtout, à l'exposé de ses options politiques qu'il a présentées, mardi dernier, au cours de sa conférence de presse.

Dans sa déclaration du 9 septembre accompagnant sa candidature, après avoir souligné qu'à moins de trois mois de l'élection présidentielle, les républicains résolus à battre le pouvoir personnel, d'abord ceux qui, par tradition et par idéal, se reconnaissent dans la gauche française, sont dans l'incertitude, François Mitterrand ajoutait :

« J'ai donc décidé de solliciter les suffrages des Français et des Françaises le 5 décembre prochain. Il appartiendra aux organisations politiques, comme à chaque citoyen, de se déterminer en fonction des options qui commandent ma candidature. En effet, une telle décision ne saurait se fonder seulement sur le refus d'un mode ou d'une méthode de gouvernement. Elle se justifie aussi et surtout dans les perspectives qu'elle ouvre à la nation. Il va de soi qu'il s'agit essentiellement pour moi d'opposer à l'arbitraire du pouvoir, au nationalisme chauvin et au conservatisme social, le respect scrupuleux de la loi des libertés, la volonté de saisir toutes les chances de l'Europe et le dynamisme de l'expansion organisée par la mise en œuvre d'un programme

democratique. J'appelle ceux qui ne se résignent pas à l'abandon de leurs responsabilités civiques à se joindre au combat pour une nouvelle espérance. »

LES QUESTIONS POSEES PAR NOTRE PARTI

Comme cette déclaration ne nous donnait pas un exposé d'ensemble de son programme, lundi dernier j'adressais, au nom de notre Parti, à François Mitterrand, la lettre suivante :

« Monsieur le Président,

Nous avons bien enregistré votre déclaration politique du 9 septembre accompagnant l'annonce de votre candidature à la présidence de la République.

Mais cette brève déclaration ne contient pas un exposé d'ensemble de votre programme ou de vos options politiques essentielles.

Aussi, nous vous demandons de nous faire connaître le programme ou les options fondamentales que vous vous proposez de défendre comme candidat à la présidence de la République.

De même, nous vous serions obligés de nous faire connaître si vous entendez vous appuyer sur l'ensemble des partis de gauche et organisations démocratiques sans exclusive.

Notre Comité Central, qui se réunit les 23 et 24 septembre, a besoin de ces éléments d'information pour délibérer en connaissance de cause sur le problème de l'élection présidentielle. Veuillez agréer, etc. »

LA REPONSE DE FRANÇOIS MITTERRAND

Au cours de sa conférence de presse de mardi dernier, François Mitterrand a tout d'abord présenté un exposé d'ensemble de ses options politiques.

Puis, dans le cadre des questions qui lui furent posées, il a lu notre lettre et répondu aux questions qu'elle formule.

Enfin, hier soir, François Mitterrand, empêché, m'a fait remettre, au siège du Parti, par Roland Dumas, ancien député, une lettre accompagnée de ses principales déclarations à sa conférence de presse.

Voici le texte de sa lettre datée du 22 septembre :

« Monsieur le secrétaire général,

J'ai bien reçu votre lettre du 20 septembre, par laquelle vous me demandez de vous faire connaître le programme ou les options fondamentales que je me propose de défendre comme candidat à la présidence de la République, et si j'entendais m'appuyer sur l'ensemble des partis de gauche et organisations démocratiques, sans exclusive. Ma conférence de presse d'hier a traité de l'une et de l'autre de ces demandes, soit en exposant les sept options fondamentales qui commandent ma candidature, soit en précisant que j'invitais les partis et organisations démocratiques sans exclusive à se déterminer eux-mêmes au regard de ces options.

J'espère que ces éléments d'appréciation vous permettront de saisir en connaissance de cause les instances responsables de votre Parti. Mais comprenant fort bien votre désir d'obtenir une information plus complète, je crois utile de joindre à cette lettre le texte de mes principales déclarations à ce sujet.

Veuillez agréer...

Signé : François Mitterrand. »

A PROPOS DES INSTITUTIONS ET DES LIBERTES

Les options de François Mitterrand concernent à la fois les problèmes de la politique intérieure et les problèmes de la politique extérieure.

Sur le plan intérieur, tout d'abord, dans le domaine des institutions, il se prononce pour une révision de la Constitution gaul-

liste, pour la suppression des articles qui consacrent le pouvoir personnel, pour la responsabilité du gouvernement devant le Parlement.

A ce sujet, après avoir indiqué que le régime actuel constituait un système plébiscitaire, comme on l'a connu sous le Second Empire, il a déclaré notamment :

« Il est temps pour notre génération, au bout de vingt années, de tirer les conséquences des deux expériences que nous avons vécues : celle de la IV^e République et celle de la V^e.

« Partant de l'actuelle Constitution, les articles qui donnent aux excès de pouvoir l'alibi de la loi seront abrogés, les articles permettant les interprétations abusives et les pratiques arbitraires seront amendés. Le président de la République est le gardien de la stabilité gouvernementale dans le respect de la souveraineté du peuple. Son rôle sera d'appliquer et de veiller au respect de la Constitution ainsi réformée tout en incitant les futures majorités à mettre en œuvre les options fondamentales approuvées par le suffrage universel, lors de l'élection présidentielle.

« Le second impératif tend au rétablissement des libertés : il faut assurer le respect de la loi, restaurer le droit à l'information aussi bien en ce qui concerne l'accès aux sources que dans le domaine de l'expression, préserver l'exercice des libertés syndicales et en particulier du droit de grève et rétablir le plein exercice des libertés locales. »

DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE ET SOCIAL

Dans le domaine économique et social, il s'est prononcé pour une planification démocratique contre l'injuste répartition des fruits du travail, pour la priorité à l'Education nationale et le respect de la laïcité.

Il a déclaré notamment :

« Le taux de production fléchit, l'augmentation de la consommation individuelle régresse, les prix ne sont pas stabilisés, l'agriculture connaît une crise, la charge de l'impôt est inégalement répartie, la charge des équipements collectifs est rejetée sur les collectivités locales.

« Le plan doit prévoir les conséquences sociales des transformations économiques.

« A cet effet, il faut qu'il soit établi démocratiquement afin de mettre un terme à l'injuste répartition des fruits du travail, de mettre en œuvre une politique de logement et de l'équipement collectif : eau, routes, électricité, équipement sanitaire, etc.

« En ce qui concerne l'Education nationale, il faut constater, dit-il, que le régime gaulliste n'a pas réussi à assurer effectivement la prolongation de la scolarité jusqu'à 16 ans.

« La rentrée actuelle est telle que de nombreux enfants sont écartés, en particulier des établissements d'enseignement technique et des classes maternelles.

« Il est nécessaire de démocratiser l'enseignement, de lui accorder la priorité budgétaire, de l'adapter aux besoins de la jeunesse dans notre société moderne.

« Les fonds publics doivent aller à l'école publique, l'Etat est laïque. L'Education nationale sera la priorité des priorités. »

De ces textes, il ressort que les options de François Mitterrand ne comprennent sans doute pas, en matière économique, sociale et culturelle, toutes les réformes contenues dans notre programme, mais elles en comprennent cependant un grand nombre qui vont dans le même sens.

Sans doute, Mitterrand n'a pas parlé des nationalisations, alors que nous, communistes, nous pensons qu'il faut nationaliser les monopoles qui dominent l'économie du pays, si l'on veut soustraire l'Etat à l'emprise des féodalités économiques et financières.

Mais, cela dit il s'est prononcé positivement sur de nombreuses autres questions importantes.

POLITIQUE EXTERIEURE

En politique extérieure, tant dans son exposé préliminaire que dans ses réponses aux questions, il s'est affirmé pour l'Europe, le Marché commun et l'alliance atlantique.

Mais, en même temps, il s'est prononcé pour une politique de coexistence pacifique, pour la signature du traité de Moscou sur

l'arrêt des essais nucléaires, contre la force de frappe atomique qu'il juge inefficace, ruineuse et dangereuse.

Il a fait, en outre, la critique du traité d'alliance De Gaulle-Adenauer et il s'est affirmé pour la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse et le règlement du problème allemand par la conclusion d'un traité de paix.

C'est dire que même sur les problèmes de politique extérieure, les prises de position de François Mitterrand concordent sur d'assez nombreux points avec les objectifs contenus dans notre programme.

Certes, il est vrai que ses appréciations sur le rôle du pacte atlantique, de l'O.T.A.N. et sur l'organisation de l'Europe diffèrent des nôtres.

Cependant, même là, nous enregistrons certains points de convergence, par exemple quand il dénonce « l'Europe des monopoles » et qu'il juge nécessaire de procéder à un réexamen du traité de l'O.T.A.N.

En ce qui concerne la position de notre Parti communiste à l'égard du Pacte Atlantique et des groupements militaires comme celui de l'O.T.A.N. et d'autres, elle est bien connue.

Nous sommes pour une véritable politique de coexistence pacifique qui favorise le désengagement de la France vis-à-vis des blocs militaires, en vue d'aboutir à leur dissolution et au développement de la coopération entre tous les pays sans discrimination de régimes sociaux.

Cependant, tout en souhaitant que la politique des blocs militaires soit rapidement dépassée pour tendre à un véritable système de sécurité collective intéressant tous les pays sans distinction de régime social, nous croyons que dans le cadre de ses alliances la France peut, aujourd'hui, grandement contribuer à la détente internationale et à la paix.

NOTRE POSITION SUR LA QUESTION DU PACTE ATLANTIQUE N'A PAS VARIE

Nous n'avons jamais présenté le retrait de la France du Pacte Atlantique comme une condition à notre participation à l'action

commune avec le Parti socialiste et les autres partis démocratiques.

Je rappelle, à ce sujet, qu'en octobre 1958 notre Parti a eu à se prononcer sur ce problème en signant le Contrat des NON présenté alors par le Comité National Universitaire.

Ce texte qui nous était soumis comprenait un paragraphe comportant la ratification du Pacte Atlantique. Notre Parti a fait connaître qu'il était contre ce paragraphe, mais qu'il signait néanmoins l'ensemble du texte du Contrat des NON dans le but de contribuer à l'union de tous les adversaires du pouvoir personnel.

Et Maurice Thorez, dans une lettre adressée le 17 octobre 1958 au « Comité Universitaire », après avoir dit pourquoi notre Parti était hostile au Pacte Atlantique, précisait notre position en ces termes :

« Nous admettons qu'en dépit de ce traité et dans le cadre même de ses alliances la France pourrait agir en faveur de la détente internationale. Nous avons maintes fois affirmé que nous étions prêts à soutenir tout effort allant dans ce sens. Il nous paraît utile de préciser qu'en tout état de cause la France devrait préserver son entière liberté d'initiative en faveur de la coopération entre tous les Etats et de l'amitié entre tous les peuples et le droit pour elle de régler en toute indépendance les questions qui affectent directement sa position dans le monde. »

C'est toujours notre position et nous croyons qu'à partir de là il est possible que communistes, socialistes et autres républicains trouvent un terrain d'entente pour agir ensemble en faveur de la coexistence pacifique, du désarmement et de la coopération internationale.

L'EUROPE ET LE MARCHE COMMUN

Au sujet de l'Europe, nous soulignons que nous ne sommes pas contre toute organisation européenne, bien au contraire.

Nous sommes, nous communistes, pour la véritable Europe des peuples, fondée sur la coopération de plus en plus étroite entre tous les pays d'Europe, sans discrimination, dans le respect de la

souveraineté de chaque Etat et dans l'intérêt de la paix et de tous les peuples.

Pour le Marché commun, lors de son institution, nous nous sommes prononcés contre parce que nous avions alors l'opinion qu'il s'agissait avant tout d'une entente entre les monopoles capitalistes réalisée au détriment des intérêts de la classe ouvrière et finalement au détriment de la France au profit de l'Allemagne de l'Ouest qui est le pays le plus puissant dans l'association. Les faits ont montré que nos craintes étaient fondées.

Aujourd'hui, même parmi les plus chauds partisans du Marché commun, nombreux sont ceux qui reconnaissent que celui-ci est dominé par les cartels et les trusts.

Cependant, sans modifier notre appréciation de fond, nous tenons compte que le Marché commun existe et que des partis comme le Parti socialiste, le P.S.U. et le Parti radical en sont partisans.

C'est pourquoi, non seulement nous ne faisons pas du Marché commun un obstacle irréductible à un accord général entre le Parti communiste, le Parti socialiste et autres partisans des institutions européennes, mais nous pensons qu'il est possible que s'établisse, entre nous, une collaboration positive en vue de lutter, au sein même des institutions européennes et du Marché commun, pour une autre politique qui ne serait pas celle des trusts et des cartels, une politique qui tienne compte des intérêts des travailleurs dans chaque pays et aussi de nos intérêts nationaux.

Nous pensons, par exemple, que la France, comme membre du Marché commun, pourrait prendre des initiatives en vue de favoriser le développement des relations commerciales entre tous les pays sans discrimination sur la base de l'égalité et des avantages réciproques.

De même, pourraient être prises des mesures pour que les institutions du Marché commun perdent leur caractère technocratique, ce qui exigerait que les assemblées élues de chaque pays et les syndicats soient représentés avec des pouvoirs réels.

En bref, malgré les divergences qui subsistent, nous croyons qu'il est possible d'aboutir à une politique commune, à condition que l'on s'oriente dans le sens d'une politique de coexistence pacifique et de détente tournée vers la coopération entre tous les pays d'Europe sans discrimination et vers la réduction des armements et le désarmement général contrôlé.

PROPOSITIONS ACCEPTABLES POUR UN CANDIDAT D'UNION DE TOUTE LA GAUCHE

Pour nous résumer et pour conclure sur la question primordiale des options ou du programme, nous constaterons que les options présentées par François Mitterrand, tant en politique intérieure qu'en politique extérieure, comprennent de nombreux objectifs qui figurent dans le projet de programme du Parti communiste.

Or je rappelle que, pour l'élection présidentielle, nous avons présenté un projet de programme minimum. Et lorsque nous l'avons adressé aux autres partis de gauche et organisations démocratiques — y compris à François Mitterrand en tant que président de « l'U.D.S.R. » — nous avons bien précisé que nos propositions n'étaient pas toutes à prendre ou à laisser, mais qu'elles étaient susceptibles d'être discutées, amendées, complétées en vue d'aboutir à un programme démocratique minimum de progrès social et de paix acceptable par tous les démocrates.

Par conséquent, aujourd'hui, le véritable problème est de savoir si les options politiques présentées par Mitterrand — pour l'étape de l'élection présidentielle — comprennent un minimum de propositions acceptables par tous les partis de gauche et organisations démocratiques.

Car je me permets de souligner devant le Comité Central que, pour nous, communistes — comme d'ailleurs pour tous les démocrates conséquents — l'élection présidentielle n'est qu'une étape dans la bataille contre le pouvoir personnel et pour la démocratie.

Cela signifie que pendant et après l'élection présidentielle, nous poursuivrons nos efforts afin de faire progresser dans l'esprit des masses populaires elles-mêmes la grande idée du programme commun à tous les partis et organisations démocratiques.

Et nous croyons que le fait que les socialistes, les communistes et autres républicains voteront ensemble le 5 décembre prochain peut grandement contribuer à créer les conditions les plus favorables pour la réalisation d'une véritable entente — sur la base d'un programme commun — entre le Parti communiste, le

Parti socialiste et tous les autres partis et organisations démocratiques.

C'est pourquoi le Bureau Politique considère qu'à l'étape actuelle de l'élection présidentielle, les options politiques pour lesquelles s'est prononcé François Mitterrand — même si elles appellent des remarques de notre part — constituent vraiment un programme minimum acceptable par tous les démocrates qui veulent s'unir dans la lutte contre le pouvoir personnel et pour la démocratie.

Au début de mon rapport, j'ai dit que la candidature de François Mitterrand pouvait devenir la candidature d'union de toute la gauche aux trois conditions suivantes : 1) que le candidat soit un opposant résolu au pouvoir personnel; 2) que le programme et les options qu'il soutient soient dans l'ensemble et pour l'essentiel acceptables par tous les démocrates; 3) qu'il s'appuie sur tous les partis de gauche sans exclusive y compris le Parti communiste.

L'examen auquel nous venons de procéder montre que ces trois principales conditions sont, pour l'essentiel, remplies.

C'est pourquoi le Bureau politique unanime propose au Comité Central de décider que le Parti communiste apportera son soutien à la candidature de François Mitterrand, comme candidature d'union des partis et organisations démocratiques.

Evidemment, en appuyant la candidature Mitterrand pour l'élection présidentielle, le Parti ne renonce à aucune de ses positions politiques.

CONTINUONS A DEFENDRE NOTRE PROGRAMME POUR UNE DEMOCRATIE VERITABLE

En effet, il va de soi que tant qu'il n'y aura pas un programme commun à tous les partis et organisations démocratiques, notre Parti communiste continuera à défendre et à diffuser son projet de programme pour une démocratie véritable.

Nous continuerons à demander l'abrogation de toutes les dis-

positions constitutionnelles qui établissent le pouvoir personnel, l'élection d'une Assemblée nationale ayant réellement le pouvoir de faire les lois et devant laquelle le gouvernement doit être responsable.

Nous continuerons à nous affirmer pour la sauvegarde et l'extension des libertés démocratiques, qu'il s'agisse des libertés communales et départementales ou des libertés syndicales et politiques.

Nous continuerons à réclamer la nationalisation des grands monopoles qui dominent l'économie nationale, ainsi que les grandes banques d'affaires avec la gestion démocratique de toutes les entreprises nationalisées.

Nous continuerons à demander la mise en œuvre d'un plan de développement économique et social qui assure l'expansion de l'économie nationale et le relèvement continu du niveau de vie de toute la population, notamment par le relèvement des salaires et des retraites et la réduction du temps de travail sans diminution de salaire.

Nous continuerons à réclamer des crédits beaucoup plus importants pour l'Education nationale et la Recherche scientifique, une réforme démocratique de l'enseignement selon les principes du Plan Langevin-Wallon comportant la prolongation de la scolarité jusqu'à dix-huit ans, le rétablissement de la laïcité.

Nous continuerons à proposer la construction d'au moins 500.000 logements par an dont 300.000 logements sociaux HLM à des prix de loyers accessibles aux familles modestes.

Nous poursuivrons notre campagne pour une réforme fiscale démocratique faisant payer les sociétés capitalistes et réduisant l'impôt sur les revenus qui frappe les salariés et les classes moyennes, ainsi que les taxes indirectes qui grèvent lourdement les produits de grande consommation.

Nous continuerons à nous affirmer pour le soutien de la coopération agricole sous toutes ses formes ; pour une politique agricole assurant une juste rémunération du travail paysan et l'aide aux régions industriellement sous-développées ou menacées par les fermetures d'usines.

Enfin, nous poursuivrons nos efforts pour faire triompher une politique active de paix et de coexistence pacifique comportant, avec l'abandon de la force de frappe atomique et la réduction

immédiate du service militaire à 1 an, la coopération internationale avec tous les pays, sans distinction de régime social, y compris par conséquent, avec les pays socialistes.

NE PAS FAIRE LE JEU DU POUVOIR ET DE LA REACTION

Evidemment, le Bureau Politique, en proposant au Comité Central le soutien de la candidature Mitterrand, en tant que candidature d'union démocratique, a parfaitement conscience qu'il s'agit d'une proposition d'une grande portée, qui mérite par conséquent d'être sérieusement étudiée et discutée.

Mais le Comité Central, après le Bureau Politique, discutera et prendra ensuite souverainement sa décision.

Evidemment, plutôt que de soutenir une candidature comme celle de Mitterrand, notre Parti a la possibilité de présenter son propre candidat.

Il est de bons camarades qui inclinent à se prononcer en ce sens, mais, à la réflexion, ces mêmes camarades se rendent compte que ce sont les partis de gauche qui seraient alors divisés, qui iraient à la bataille en ordre dispersé, ce qui ne manquerait pas de faire le jeu de De Gaulle, et aussi du réactionnaire Pinay qui est prêt, lui aussi, à tirer profit des divisions de la gauche pour renforcer les positions de la réaction.

Nous avons enregistré le fait que Mendès-France et quelques-uns des dirigeants du PSU sont intervenus, en marge de la réunion du Comité Politique du PSU, pour empêcher que le PSU rejette la candidature Mitterrand.

En revanche, d'autres dirigeants du PSU semblent s'acharner à faire échouer la candidature d'union démocratique de François Mitterrand — alors qu'ils savent parfaitement qu'elle est la seule possible dans les circonstances actuelles.

C'est sans doute leur affaire, mais nous ne les suivons pas, car nous ne voulons pas faire le jeu de De Gaulle et de Pinay, ni favoriser les manœuvres de torpillage en faveur de ces derniers, d'où qu'elles viennent.

Oh ! sans doute, si à l'exemple de Defferre, François Mitterrand s'opposait à l'entente sans exclusive de tous les partis de gauche, jetait l'exclusive contre notre Parti et recherchait ses alliances à droite, notre Parti n'envisagerait aucunement de soutenir sa candidature et il présenterait alors carrément son propre candidat.

Mais, dans la mesure où nous pouvons contribuer à faire de la candidature de François Mitterrand la candidature d'union de tous les partis de gauche et organisations démocratiques, nous croyons que ce serait une lourde erreur que de ne pas lui apporter notre appui.

FAVORISER L'UNION DE TOUTES LES FORCES OUVRIERES ET DEMOCRATIQUES

La principale raison qui doit nous déterminer à nous prononcer pour le soutien de la candidature d'union démocratique de François Mitterrand, c'est que cette candidature peut favoriser la réalisation dans le pays de l'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques dans la lutte contre le pouvoir personnel, pour la démocratie.

Tout d'abord, dans la mesure où tous les partis de gauche, et en particulier le Parti communiste et le Parti socialiste, iront ensemble à la bataille de l'élection présidentielle, un coup sérieux pourra être porté au régime de pouvoir personnel; des millions et des millions de voix s'affirmeront pour la démocratie.

Et, quel que soit le résultat des élections — c'est-à-dire même si De Gaulle était malgré tout élu — ce sont les conditions qui seront alors créées pour aller plus vite vers la réalisation d'un rassemblement populaire toujours plus large, vers un rassemblement majoritaire capable d'éliminer le pouvoir personnel et d'assurer l'établissement d'une démocratie réelle.

Car le fait que, le 5 décembre prochain, les Partis socialiste et communiste voteront ensemble est un fait qui est susceptible d'avoir une très grande portée sur l'évolution de la situation politique en France après l'élection présidentielle.

Cela ne manquera pas de contribuer au développement ultérieur de l'unité d'action entre socialistes et communistes, au rassemblement de toutes les forces ouvrières, démocratiques et nationales.

Parlant de la politique du Parti communiste, dans un article du « Populaire » du 22 septembre, Fuzier écrit :

« Cette politique est unitaire et le soutien communiste ne peut être apporté à M. François Mitterrand que si le Parti communiste considère qu'il s'inscrit de façon positive dans sa démarche unitaire. »

Oui ! La politique du Parti communiste est une politique unitaire parce que notre Parti veut l'unité de la classe ouvrière et l'union de toutes les forces démocratiques et progressistes.

Enfin, dans la mesure où sa large politique d'unité et d'union lui permettra de renforcer ses liens avec les socialistes, avec les démocrates de toutes opinions et surtout avec les larges masses populaires, notre Parti communiste sera à même de tenir la place qui lui revient et de jouer pleinement son rôle à la tête de la classe ouvrière, dans la bataille pour une issue démocratique à la lutte contre le pouvoir personnel.

Voilà pourquoi nous sommes résolument pour le soutien d'une candidature d'union démocratique à l'élection présidentielle.

Si elle se réalise — et cela est désormais possible avec notre contribution active — on pourra plus tard mesurer la grande portée d'une telle initiative.

NOTRE LIGNE UNITAIRE CONSTANTE

Car la tactique que nous proposons de suivre n'a rien à voir avec le vulgaire compromis électoral.

Non ! Il s'agit de l'application de notre ligne unitaire, définie par nos congrès, aux conditions de la situation politique actuelle de l'élection présidentielle.

Dans des circonstances différentes, c'est la même ligne unitaire que notre Comité Central appliqua à l'occasion du référendum du 28 octobre 1962 et des élections législatives qui suivirent.

Déjà, à l'époque, notre Parti communiste fut amené à constater qu'il n'était pas possible d'obtenir du Parti socialiste et des autres partis de gauche qu'ils signent avec le Parti communiste un appel commun à voter **NON** au projet de De Gaulle, alors que ces partis étaient pourtant pour le **NON**.

Le Bureau Politique estima, alors, qu'il fallait trouver une autre forme de front unique pour exprimer notre volonté d'unité et pour créer des conditions plus favorables à l'union de tous les démocrates, dans la lutte contre le pouvoir personnel.

C'est alors que notre Parti lança le mot d'ordre : « **Marchons côte à côte et frappons ensemble contre l'adversaire commun !** »

Ce mot d'ordre, qui se matérialisa alors dans le vote **NON** à De Gaulle, contribua à faire perdre à ce dernier près de 5 millions de suffrages. Surtout, il favorisa grandement la convergence des efforts. Et la tactique électorale que notre Parti appliqua aux élections législatives qui suivirent le référendum contribua aussi, efficacement, au rapprochement entre le Parti communiste et le Parti socialiste et au développement des actions parallèles et communes entre travailleurs socialistes, communistes et républicains.

Tirant les leçons de cette expérience fructueuse, à la session du Comité Central de décembre 1962, à Malakoff, Maurice Thorez déclarait :

« **La grande leçon de la campagne du référendum et des élections tient en ces mots : pas de schématisme ; les formes les plus diverses de front unique. Pas d'exigence ou plutôt une seule, qui vaut pour nous comme pour nos partenaires : servir au mieux les intérêts des travailleurs, la cause de la démocratie et de la paix. Il nous faut parvenir, peu à peu, à la démonstration que la collaboration la plus complète entre communistes, socialistes et autres républicains est nécessaire pour le présent, mais qu'elle assure également l'avenir, jusques et y compris pour entreprendre, dans les conditions les meilleures, la construction du socialisme.** »

C'est la même préoccupation, visant à favoriser l'unité d'action entre socialistes et communistes et à promouvoir le rassemblement le plus large des masses populaires, qui nous guide dans l'application de notre tactique pour l'élection présidentielle.

Et nous espérons que nous irons, cette fois, bien au-delà du « côte à côte ».

RASSEMBLER DES MILLIONS DE VOIX

Evidemment, si le Comité Central adopte la proposition du Bureau Politique pour l'élection présidentielle — et je pense que cette adoption ne fait pas de doute — il faudra expliquer largement dans tout le Parti la signification de la décision prise par le Comité Central.

Il sera nécessaire que tous les comités fédéraux et les comités de section de notre Parti se réunissent avec la question de l'élection présidentielle à l'ordre du jour.

De plus, il faudra que la décision du Comité Central soit largement expliquée à tous les membres du Parti, aussi bien dans les réunions de cellule qu'au cours de larges assemblées d'information ouvertes à tous les communistes et convoquées spécialement à cet effet.

Et, après avoir réalisé ainsi ce travail d'information et d'explication indispensable à l'intérieur du Parti, toutes les organisations du Parti se prépareront alors à participer activement à la campagne électorale publique avec l'objectif de contribuer au succès de la candidature d'union démocratique, avec l'objectif de rassembler sur son nom des millions et des millions de voix.

Nous l'avons déjà dit, nous sommes prêts à tout faire pour le succès maximum du candidat qui tiendra dans ses mains le drapeau de l'union et de la démocratie.

En ce qui concerne l'orientation de notre campagne publique pour l'élection présidentielle, il faut avant tout que notre Parti apparaisse comme la force démocratique principale et la plus active dans la lutte générale contre le pouvoir personnel et pour l'établissement d'une démocratie réelle.

CE QUI EST DECISIF : LE MOUVEMENT DES MASSES

A cet effet, la première condition à réaliser, c'est de faire en sorte que notre Parti pratique une large politique de masse en se débarrassant de toute étroitesse dans l'expression de sa politique générale.

Que ce soit à propos des institutions, à propos des problèmes économiques et sociaux ou de la politique extérieure, il importe donc que notre Parti se présente réellement avec une politique positive pleinement conforme aux intérêts du peuple et de la Nation.

Nous devons concentrer nos coups principaux contre les tenants du pouvoir personnel qui appliquent la politique des grands monopoles capitalistes au détriment des intérêts du peuple et nous devons, en même temps, critiquer sévèrement les autres formations réactionnaires qui agissent également au profit de la grande bourgeoisie.

Tous nos militants trouveront, à cet effet, dans le rapport que le camarade Georges Marchais présentera demain, les arguments susceptibles d'aider à démasquer la politique réactionnaire et rétrograde du pouvoir gaulliste.

Et en même temps qu'il nous faut éclairer les masses populaires sur tous les problèmes, grâce à une propagande bien orientée et convaincante, nous devons aussi tout faire pour contribuer au développement des luttes de toutes les couches sociales victimes des monopoles.

Il ne faut jamais oublier que ce qui est décisif c'est le mouvement des masses.

C'est pourquoi notre campagne électorale pour l'élection présidentielle ne doit pas se dérouler en dehors des luttes populaires pour les revendications économiques, pour les libertés, pour la paix.

Nous devons attacher une grande importance au développement des luttes des salariés, des paysans, des classes moyennes des villes, de toutes les couches sociales non monopolistes.

Nous savons que c'est d'abord au travers de ces luttes que se réalisera, à la ville et à la campagne, l'unité d'action des travailleurs socialistes, communistes, chrétiens, l'union de tous les républicains.

Et c'est ensuite la convergence et l'élévation du niveau politique de toutes ces luttes qui permettront d'obtenir un mouvement unique assez puissant pour mettre fin au pouvoir personnel et faire triompher une démocratie réelle.

Dans cette bataille générale, il est d'autant plus nécessaire de donner aux problèmes de la paix toute leur place que nous ne

pouvons pas fermer les yeux sur les activités agressives des impérialistes américains, en premier lieu au Vietnam.

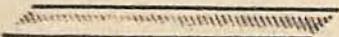
Comme va le montrer Raymond Guyot dans son rapport, nous avons pour devoir de dénoncer la guerre d'agression des Américains au Vietnam et de développer un puissant mouvement de solidarité en faveur du peuple vietnamien, pour la sauvegarde de la paix mondiale.

Enfin et surtout, nous devons mettre largement à profit la campagne présidentielle pour faire connaître, par la parole et par l'écrit, notre programme pour une démocratie véritable et pour développer notre politique d'unité.

J'en aurai terminé en ajoutant qu'au cours de la campagne électorale nous devons aussi avoir le souci de renforcer le Parti.

Telles sont les propositions et conclusions que le Bureau Politique soumet aux délibérations du Comité Central.

Nous sommes convaincus que la décision du Comité Central répondra pleinement à l'intérêt supérieur du Parti, ainsi qu'aux intérêts de la grande cause de l'unité et de notre peuple.



RÉSOLUTION DU COMITÉ CENTRAL

LE Comité Central du Parti Communiste Français approuve unanimement le rapport du Bureau Politique présenté par le camarade Waldeck Rochet, secrétaire général du Parti. Depuis sept ans, le pouvoir des monopoles capitalistes a mis en pratique, avec le soutien des forces réactionnaires, des Indépendants de Pinay et du M.R.P., la politique économique et sociale la plus rétrograde que la France ait connue depuis vingt ans. Le pouvoir personnel s'est attaqué à toutes les formes de vie démocratique de la nation. Il a accéléré la course aux armements.

Le 24 décembre 1963, à l'annonce de l'élection présidentielle, le Parti Communiste Français définissait sa position. Il rappelait que « *pour venir à bout du régime autoritaire et établir une démocratie véritable, il est indispensable que tous les partis démocratiques — en premier lieu communiste et socialiste — s'unissent sur la base d'un programme commun et luttent ensemble pour le faire triompher et pour l'appliquer* ». Il soulignait que cette entente sans exclusive « *est le problème déterminant en fonction duquel doit être résolue la question de la future élection présidentielle, qui n'est qu'une étape et un moyen pour parvenir au but* ».

Depuis lors, inlassablement, le Parti Communiste a multiplié ses propositions en vue d'aboutir à un accord.

La volonté d'unité et d'union a grandi dans tous les milieux républicains. Les tentatives visant à ressusciter de néfastes alliances du passé entre des forces réactionnaires et certaines forces de gauche ont échoué.

UNE situation nouvelle s'est créée.

François Mitterrand, candidat à la présidence de la République, en faisant connaître publiquement ses options politiques, a confirmé l'opposition qu'il manifeste depuis 1958 au régime actuel ; il s'est prononcé pour une révision de la Constitution gaulliste, pour la suppression des articles qui consacrent le pouvoir personnel, pour la responsabilité du gouvernement devant le Parlement ; pour les libertés publiques et individuelles, notamment les libertés syndicales et le droit de grève, contre l'usage de la télévision à des fins de propagande. Le candidat à la présidence de la République a critiqué « l'Europe des monopoles et des technocrates », il s'est prononcé contre la force de frappe, pour l'application d'une politique de coexistence pacifique, pour la signature du traité de Moscou sur l'interdiction des essais nucléaires, contre le traité d'alliance avec les revanchards allemands, pour le règlement du problème allemand par la conclusion d'un traité de paix, et pour le réexamen du traité de l'O.T.A.N. Il s'est prononcé pour une planification démocratique ; contre « l'injuste répartition des fruits du travail » ; pour la laïcité de l'école et pour la priorité à donner à l'Education nationale.

Répondant publiquement dans sa conférence de presse du 21 septembre à la lettre du 20 septembre du secrétaire général du Parti Communiste Français, il a pris position pour l'entente sans exclusive des forces démocratiques contre le pouvoir personnel et pour la démocratie.

Ces options fondamentales concordent, en de nombreux points essentiels, avec les suggestions et propositions soumises par notre Parti depuis longtemps et adressées à nouveau le 8 septembre à l'ensemble des formations et partis démocratiques en vue de la confrontation des opinions pour l'établissement d'un programme minimum commun.

Le Comité Central décide que le Parti Communiste Français fera campagne pour le succès de la candidature d'union démocratique de François Mitterrand.

EN votant ensemble et massivement pour François Mitterrand, communistes, socialistes et autres démocrates porteront un nouveau et rude coup au pouvoir des monopoles. Les ouvriers et les paysans, toutes les couches laborieuses de la ville et de la campagne qui supportent les conséquences de la politique du pouvoir personnel, tous les Français et les Françaises attachés à la vraie grandeur de la France dans la démoc-

ratie, la paix et l'indépendance, pourront exprimer ensemble leurs aspirations et leurs intérêts communs.

L'union réalisée à l'étape des élections présidentielles créera des conditions favorables au développement ultérieur de l'unité ouvrière et de l'union des forces démocratiques pour la conclusion d'un programme commun, base du large rassemblement nécessaire à la victoire sur le pouvoir personnel.

AUX différentes étapes de leur combat, la classe ouvrière, toutes les forces démocratiques françaises ont su trouver les formes d'unité et d'action correspondant à la situation. Il en est de même aujourd'hui.

Par sa politique audacieuse d'union, le Parti Communiste a contribué aux succès des forces de l'opposition démocratique et au développement des luttes. Il a participé activement à créer les conditions d'une candidature unique des forces démocratiques pour l'élection présidentielle.

En développant sa politique sur les problèmes de l'heure, notamment son programme adopté par le XVII^e Congrès, en répondant aux questions que se posent les Françaises et les Français, le Parti Communiste participera de toutes ses forces à la campagne des élections présidentielles, étape importante de la lutte pour l'établissement d'une nouvelle démocratie, pour la mise en œuvre d'une politique de progrès social, de démocratie et de paix.

Drancy, le 23 septembre 1965.

SOUSCRIPTION NATIONALE

Appel du Comité Central

POUR participer activement à la campagne de l'élection présidentielle, le Parti Communiste Français a besoin d'un large soutien financier. Le Comité Central décide donc le lancement d'une grande souscription nationale. Il appelle toutes les organisations du Parti à faire preuve d'un grand esprit d'initiative pour obtenir les dizaines de millions nécessaires à cette campagne.

Les travailleurs, tous les démocrates apporteront leur concours à la propagande du Parti en faveur du candidat d'union démocratique.

DRANCY, le 24 septembre 1965.

L'ABONNEMENT-BROCHURES

**POUR UNE INFORMATION COMPLETE
ET RAPIDE
POUR RIPOSTER IMMEDIATEMENT
AUX MENSONGES
ET A LA DEMAGOGIE
DU POUVOIR GAULLISTE**

à chaque militant son « abonnement-brochures » mettant à sa disposition pendant un an, à domicile, dès parution et pour la modique somme de 5 F (pour 2 ans : 10 F) tous les documents, brochures, rapports et études édités par le Comité Central du Parti rassemblant l'argumentation et approfondissant toutes les questions.

**DANS TOUTES LES CELLULES
POUR CHAQUE MILITANT**

l' « abonnement-brochures » à envoyer directement avec l'adresse et le montant de l'abonnement au :

C.D.L.P., 142, BOULEVARD DIDEROT - PARIS (12^e)

Nom : Prénom :

Rue :

Localité :

Département :

J'adresse ce jour le montant de l'abonnement, soit 5 F (ou 10 F) au C.C.P. Paris 4629-39.

Date :

Signature :

Le directeur de la publication : André LALOUE

J'ADHÈRE AU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

NOM

Prénoms Age

Adresse

Entreprise et lieu de travail

.....

Le

Signature :

Remettez ce bulletin au militant connu de vous, ou adressez-le au P.C.F.,
44, rue Le Peletier, Paris-9^e

o **POUR LA CAMPAGNE
DE L'ELECTION
PRESIDENTIELLE**

o **POUR LE PROGRES SOCIAL
LA DEMOCRATIE
ET LA PAIX**

**SOUSCRIVEZ, POUR VOS
AMIS QUI NE LA LISENT
PAS ENCORE UN ABONNE-
MENT DE PROPAGANDE**

à

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

6, boulevard Poissonnière, Paris (9^e)

4 semaines : 5 francs

(22 novembre — 12 décembre)